

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

**Arrêté préfectoral complémentaire DCPAT n°2018-187 du 29 novembre 2018
imposant à la Société du Dépôt Pétrolier de Nanterre l'encadrement des travaux de
réhabilitation du site qu'elle a exploité à Nanterre, 22, rue Jean Perrin.**

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- Vu** le code de l'environnement,
- Vu** le décret du 23 août 2016 portant nomination de monsieur Pierre Soubelet, en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),
- Vu** le décret du 22 août 2017 portant nomination de monsieur Vincent Berton, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°95 022 en date du 1^{er} juin 1995 réglementant l'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement que la Société du Dépôt Pétrolier de Nanterre (SDPN) exploite à Nanterre, 22, rue Jean Perrin,
- Vu** l'arrêté préfectoral DRE n°2011-12 du 20 janvier 2011 portant prescriptions complémentaires pour les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) que la Société du Dépôt Pétrolier de Nanterre (SDPN) exploite au 22 rue Jean Perrin à Nanterre, relatives à la mise en œuvre de biocarburant sur son établissement, à l'ajout et à la modification d'installations liées à cette activité,
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaires DRE n°2016-109 du 8 août 2016, imposant à la Société du Dépôt Pétrolier de Nanterre (SDPN) des prescriptions techniques complémentaires afin de permettre la réhabilitation des terrains qu'elle a exploité au 22, rue Jean Perrin à Nanterre,
- Vu** l'arrêté MCI n°2017-52 du 31 août 2017 portant délégation de signature à monsieur Vincent Berton, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** la déclaration de cessation d'activité, transmise par l'exploitant par courrier daté du 2 août 2013, à compter du 31 août 2013 et pour laquelle elle a obtenue le récépissé de cessation le 17 septembre 2013,
- Vu** le diagnostic environnemental réalisé par le bureau d'études ANTEA de février 2016 (complété en novembre 2017 par l'étude historique et documentaire datée d'octobre 2013 permettant de définir les zones présentant des sources concentrées de pollution en hydrocarbures dans les sols et dans les eaux souterraines,
- Vu** le rapport de madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) en Ile-de-France en date du 27 février 2018, actant, au regard du plan de gestion réalisé par le bureau d'études ANTEA de mars 2017 (complété en août 2017, le 21 décembre 2017 et le 8 février 2018) sur les objectifs de réhabilitation,
- Vu** le courrier préfectoral en date du 22 août 2017 demandant à l'exploitant de respecter dans un délai de 2 mois l'arrêté préfectoral complémentaire DRE n°2016-109 du 8 août 2016,

- Vu** le rapport de madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la DRIEE en Ile-de-France en date du 19 octobre 2018, proposant d'encadrer les travaux de réhabilitation du site qu'exploitait la société SDPN à Nanterre, 22, rue Jean Perrin,
- Vu** l'accord formulé par l'exploitant, par courriel du 18 octobre 2018, sur le projet d'arrêté préfectoral devant être soumis au Conseil Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques, (CODERST),
- Vu** la lettre en date du 22 octobre 2018, informant le responsable de la société SDPN des propositions formulées par madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la DRIEE en Ile-de-France et de la faculté qui lui était réservée d'être entendu par le Conseil Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques, (CODERST),
- Vu** l'avis du CODERST, émis le 30 octobre 2018,
- Vu** la lettre en date du 15 novembre 2018, communiquant à la société SDPN un projet d'arrêté établi au regard de l'avis rendu par le CODERST,
- Vu** le courriel de société du Dépôt Pétrolier de Nanterre en date du 21 novembre 2018 n'émettant pas d'observation sur le fondement du projet d'arrêté susvisé,
- Considérant** que la société SDPN a exercé au 22 rue Jean Perrin à Nanterre une activité de stockage de produits pétroliers,
- Considérant** que ces activités étaient classées à autorisation au titre des rubriques 1432 et 1434 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Considérant** que la société SDPN est le dernier exploitant de ce site au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,
- Considérant** que les investigations du sous-sol menées dans le cadre de la réalisation du mémoire de réhabilitation du site ont mis en évidence des sources de pollution des sols issues des activités de la société SDPN pouvant porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,
- Considérant** que le suivi de la qualité des eaux souterraines de la nappe alluviale montre une pollution importante des eaux de cette nappe,
- Considérant** que les investigations réalisées sur les gaz de sols ont mis en évidence des teneurs importantes en polluants volatils,
- Considérant** que suite à l'arrêt définitif des activités de la société SDPN, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette l'usage futur du site, déterminé selon les dispositions de l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement, de type industriel,
- Considérant** qu'il y a lieu de traiter les sols et les eaux souterraines et notamment, supprimer les sources concentrées de pollution,
- Considérant** que sur la base des éléments du bilan coût/avantage présenté dans le mémoire de réhabilitation du site, l'exploitant a retenu un traitement des sols par excavation et biodégradation (par criblage capoté et landfarming), un écrémage des hydrocarbures flottants sur la nappe et un traitement par oxydation chimique des hydrocarbures dissous dans la nappe,
- Considérant** qu'il y a lieu de mettre en place une surveillance des eaux souterraines pendant les travaux de réhabilitation,
- Considérant** qu'il y a lieu de poursuivre à une fréquence renforcée mensuelle sur six mois, puis à une fréquence semestrielle, la surveillance de la qualité des eaux souterraines de la nappe alluviale après les travaux afin de vérifier l'absence d'effet rebond,

Considérant que ces travaux de remise en état sont susceptibles de générer des nuisances qu'il convient de limiter et contrôler pour protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

Considérant qu'en conséquence, il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à la société SDPN afin notamment de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

ARRETE

ARTICLE 1 – CONDITIONS GÉNÉRALES

La société SDPN, dont le siège social est situé au 562 avenue du Parc de l'Ile à Nanterre, est tenue en sa qualité d'ancien exploitant des installations classées du site situé au 22 rue Jean Perrin à NANTERRE de procéder à la remise en état du site et de se conformer aux prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2– OBJECTIF GÉNÉRAL DE REMISE EN ÉTAT DU SITE

La société SDPN est tenue de mettre en œuvre, à ses frais, les évaluations et remèdes rendus nécessaires par la découverte sur le site de pollutions en lien avec les anciennes activités qu'elle y a exercées (notamment les hydrocarbures totaux (C5-C40) et les BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)).

Les travaux de remise en état engagés dans ce cadre ont pour objet de supprimer autant que possible ou, à défaut, de maîtriser les sources de pollution identifiées sur le site ainsi que les éventuelles pollutions qui auraient migré à l'extérieur afin que la pollution générée par l'ancienne activité industrielle ne soit plus susceptible de remettre en cause les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, que ce soit sur le site ou à l'extérieur de ce dernier et qu'elle soit compatible avec un usage industriel du site.

ARTICLE 3 – MISE EN ŒUVRE DES TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT DU SITE

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures de gestion proposées dans le plan de gestion, référencé n°A88135/B de décembre 2017, complété par le plan de conception des travaux référencé n°94629/A de juillet 2018.

Toute modification des mesures de gestion énoncées dans le plan de conception des travaux doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du préfet des Hauts-de-Seine et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4 – AMÉNAGEMENT ET EXPLOITATION DU CHANTIER DE RÉHABILITATION

Afin d'en interdire l'accès, le chantier est efficacement clôturé et l'interdiction d'y pénétrer, pour toute personne qui lui est étrangère, est affichée de manière visible. En l'absence de gardiennage, toutes les issues sont fermées à clef en dehors des heures d'exploitation.

Tout accident ou incident survenu du fait des travaux de réhabilitation et susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L511.1 du Code de l'Environnement doit être signalé au Préfet des Hauts-de-Seine dans les plus brefs délais.

ARTICLE 5 – PREVENTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES ASSOCIEES AUX TRAVAUX DE RÉHABILITATION

5.1 Prévention de la pollution de l'eau

Si nécessaire, les effluents liquides résiduels du dispositif de traitement de la nappe et les eaux pluviales pourront être évacués dans le réseau public d'assainissement, sous réserve du respect des prescriptions ci-après et de l'accord du gestionnaire du réseau.

Les effluents liquides devront être exempts de :

- matières flottantes,
- produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages ou à la sécurité des personnels y travaillant, ainsi que de matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ou de perturber le fonctionnement des stations d'épuration.

Ces effluents liquides pourront être rejetés au réseau public d'assainissement sous réserve de respecter les caractéristiques et concentrations suivantes :

Paramètres	Concentrations
demande chimique en oxygène (DCO)	300 mg/l
demande biologique en oxygène (DBO5)	100 mg/l
matières en suspension totales (MEST)	100 mg/l
hydrocarbures totaux (HCT)	10 mg/l
Benzène	0,05 mg/l
Xylène	0,05 mg/l
Toluène	0,074 mg/l

En outre, les rejets aqueux devront respecter les conditions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température inférieure à 30 °C,

Les dispositions appropriées seront prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident ou d'incident se produisant sur le site du présent arrêté, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu récepteur ou les réseaux publics d'assainissement.

La vérification du respect de ces valeurs limites doit être effectuée lors du fonctionnement de l'unité de traitement de l'eau et selon une fréquence hebdomadaire.

5.2- Prévention de la pollution de l'air

Les dispositions appropriées seront prises pour limiter au maximum les émissions dans l'atmosphère de poussières, des gaz odorants, toxiques ou corrosifs qui peuvent incommoder le voisinage et nuire à la santé ou à la sécurité publique ainsi qu'à l'environnement.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les rejets issus de l'installation de criblage doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

Paramètres	Concentrations instantanées
Benzène	2 mg/m ³
COVNM	110 mg/m ³

Les autres polluants qui pourraient être rejetés doivent respecter les valeurs limites fixées par l'Arrêté Ministériel du 2 février 1998 modifié *relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation*.

Les installations de traitement des effluents gazeux nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

La vérification du respect de ces valeurs limites doit être effectuée lors des périodes de fonctionnement de l'unité de criblage selon une fréquence hebdomadaire.

5.4- Dispositions relatives aux déchets

5.4.1 Rappel réglementaire

Les déchets (eaux, terres souillées,...) produits par le chantier sont soumis aux dispositions du titre IV du Livre V du code de l'Environnement et aux mesures de contrôle du circuit d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

5.4.2 Stockage des déchets

Les déchets et résidus retirés du sol seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention des envols, infiltration dans les sols, odeur...) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Ils seront éliminés dans les meilleurs délais.

5.4.3 Élimination des déchets

Les déchets seront éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du Code de l'Environnement, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées (Bordereaux de Suivi de Déchets, certificats de destruction ou d'incinération...) et s'assurera du caractère adapté des moyens et procédés mis en œuvre pour l'élimination des déchets.

5.5- Prévention des nuisances sonores

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions des articles R 571-44 à R 571-52 du code de l'environnement et des textes pris pour leur application).

Toutes les opérations bruyantes (circulation de camion, excavations/terrassement, criblage...) sont interdites du lundi au vendredi de 17h00 à 7h00, le samedi, les dimanches et jours fériés.

ARTICLE 6 – ANALYSE DES RISQUES RÉSIDUELS

À l'issue des travaux de remise en état, l'exploitant réalise une analyse des risques résiduels. Cette analyse démontre à partir des concentrations résiduelles dans les sols, gaz de sols et eaux souterraines mesurées après les travaux de remise en état l'acceptabilité des risques sanitaires engendrés par la pollution résiduelle par rapport à l'usage retenu et fixé à l'article 2 du présent arrêté.

S'il s'avère notamment que les expositions résiduelles traduisent des risques non acceptables au regard de l'usage retenu, l'exploitant proposera des mesures de gestion complémentaires permettant d'atteindre les objectifs fixés à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 7 – RAPPORT DE FIN DE TRAVAUX

A l'issue des travaux engagés au titre de l'article 3 du présent arrêté, l'exploitant justifie de la bonne mise en œuvre des mesures de gestion ainsi que de leur efficacité.

A cet effet, la société SDPN transmet à l'inspection des installations classées un rapport final de fin de travaux, dans un délai de six mois après la réalisation effective des travaux, comprenant a minima :

- une synthèse des différentes investigations et opérations menées ainsi que les plans associés,
- un bilan des terres excavées, celles réutilisées sur place, celles réutilisées et traitées et celles éventuellement évacuées sous forme d'un bilan matière et une copie du registre chronologique de l'expédition de ces terres ;
- les rapports d'analyses de caractérisation des sols des fonds et flancs de fouilles ;
- les rapports de suivi et de contrôle des traitements des terres par criblage et par landfarming ;
- un bilan des opérations de traitement des eaux souterraines (quantité d'hydrocarbures flottants récupérés, résultats du suivi du flottant sur les fouilles, quantité d'oxydant injecté, durée du traitement, masse de polluants et volumes d'eau traités...) ;
- les éléments d'informations relatifs aux terres éventuellement utilisées dans le cadre du remblaiement des zones excavées ;
- les quantités de polluants extraits lors du traitement ;
- un bilan des actions de surveillance réalisées sur le site pendant la durée des travaux ;
- un bilan des éventuels incidents survenus lors du chantier ;
- s'il y a lieu, les modifications intervenues dans le traitement (implantation des équipements, modifications des traitements utilisés, etc.) ;
- un bilan de la mise en œuvre des mesures de gestion réalisées (comprenant un récapitulatif des opérations de contrôle réalisées et l'ensemble des justificatifs ad hoc) intégrant un état des niveaux de réhabilitation effectivement atteints et la comparaison avec ceux qui étaient initialement recherchés par le plan de gestion ;

Sur la base de ces différents éléments, le rapport de fin de travaux comprendra également :

- le schéma conceptuel actualisé ;
- l'analyse des risques résiduels, prévue à l'article 6 du présent arrêté, démontrant l'acceptabilité des risques en considérant les concentrations maximales mesurées sur le site dans les sols, les gaz du sol et les eaux souterraines après les travaux ;
- une proposition le cas échéant, de modification du réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et/ou de toute éventuelle mesure de gestion prise dans le cadre de la réhabilitation du site susceptible de venir en complément des dispositions du présent arrêté ;
- une cartographie faisant apparaître la délimitation des parties excavées et remblayées, des zones aménagées et des pollutions résiduelles, laquelle est comparée à une cartographie des pollutions initiales. S'agissant des pollutions résiduelles, le plan précise les teneurs résiduelles et la profondeur associée ;
- une proposition de restrictions d'usage et la forme des restrictions d'usage envisagée.

Le rapport de fin de travaux devra conclure par rapport à l'objectif recherché et préciser les niveaux de pollution résiduelle.

En cas d'écart avec les objectifs fixés à l'article 2 du présent arrêté, la société SDPN mettra en œuvre des solutions complémentaires possibles pour traiter et/ou maîtriser la pollution résiduelle après travaux.

ARTICLE 8 – SURVEILLANCE DE LA QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES

Avant le traitement des eaux souterraines, la société SDPN est tenue de réaliser une surveillance trimestrielle de la qualité des eaux souterraines de la nappe alluviale au droit des piézomètres présentés sur le plan en annexe.

Sur les six premiers mois suivant la réception de l'intégralité du traitement des eaux souterraines, une surveillance de la qualité de ces eaux est réalisée selon une fréquence mensuelle, puis selon une fréquence semestrielle avec une mesure réalisée en période de basses eaux et une en période de hautes eaux.

Cette surveillance doit comprendre à minima 13 ouvrages dont 4 ouvrages permettent de caractériser l'amont hydraulique, 5 ouvrages pour le centre hydraulique du site et 4 ouvrages permettent de caractériser l'aval hydraulique du site. L'emplacement des piézomètres installés suite au traitement sur les eaux souterraines est déterminé en accord avec l'inspection des installations classées.

Les analyses de ces prélèvements devront porter à minima sur les paramètres suivants :

- Hydrocarbures totaux C₅-C₄₀ ;
- BTEX (Benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes).

En cas de présence de flottants leur épaisseur devra être mesurée.

Les analyses devront être effectuées selon les normes en vigueur par un organisme accrédité.

Les résultats de cette surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois qui suivent leur réception sous forme d'un rapport comportant une cartographie du sens d'écoulement, une analyse des résultats, une comparaison par rapport aux valeurs antérieures, aux valeurs de référence sur la qualité des eaux souterraines ainsi que des commentaires sur l'évolution de la qualité de l'eau souterraine.

Dans le cas où certains des piézomètres implantés sur le site devaient être supprimés lors des travaux de réaménagement, ceux-ci seraient comblés dans les règles de l'art, et un réseau piézométrique de substitution, serait mis en place afin de permettre une surveillance comparable de la qualité des eaux souterraines.

Toute modification du réseau piézométrique est portée au préalable à la connaissance de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9 - PUBLICATION

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée d'un mois.

Un affichage est effectué en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

ARTICLE 10 – VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement,

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 11 – EXECUTION

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Nanterre et madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délég.
Le Secrétaire Général

Vincent BERTON